



12, rue de Louvois - 75002 PARIS- tel / 01.40.15.82.68 - fax / 01.40.15.85.99- sud@culture.fr

## La Maison de l'Histoire de France :

### un outil de propagande de l'identité nationale et de casse des musées nationaux

Le 13 janvier 2009, le Président Sarkozy a annoncé la création d'une Maison de l'Histoire de France, qui doit s'installer sur le site des Archives nationales, dans l'Hôtel de Soubise (annonce faite à Lascaux, le 12 janvier 2011). On aurait pu penser qu'il s'agissait, à l'instar de ses prédécesseurs, d'une volonté de marquer son quinquennat par un édifice à vocation culturelle comme avant lui Pompidou et le Centre Beaubourg, Mitterrand et la BNF ou Chirac et le Quai Branly. La lecture des rapports diligentés par Frédéric Mitterrand<sup>1</sup>, malgré les précautions d'usage affirmant qu'il n'était pas question de faire un « roman national », qu'il n'y aurait pas d'ingérence du politique sur le scientifique, ne sont pas pour autant rassurants sur la finalité du projet : *produire un nouveau rêve national*<sup>2</sup>. On peut également s'interroger sur la pertinence de créer une Maison de l'Histoire de France au XXI<sup>e</sup> siècle, à l'heure de l'Europe et de la mondialisation, si ce n'est pour un but nationaliste clairement avoué<sup>3</sup>.

Ce projet dont l'agenda s'inscrit dans celui des présidentielles est critiquable tant sur le fond que sur la forme.

#### Une relecture et une instrumentalisation de l'histoire dans les discours présidentiels

Depuis le début de son mandat et au cours de sa campagne électorale, l'actuel Président de la République nous a montré à plusieurs reprises quelle conception à la fois désuète et idéologiquement orientée, il se fait de l'histoire. Ainsi a-t-il remis au goût du jour l'histoire des héros nationaux et des grands personnages avec l'instrumentalisation, entre autres, de Guy Moquet, *un jeune Français qui s'est sacrifié pour son pays et pour la liberté et qui est un exemple pour tous les jeunes Français* (Tours, avril 2007), en occultant son engagement communiste. Nicolas Sarkozy se crée un Panthéon de grandes figures de l'histoire, de Jeanne d'Arc à Jaurès, de Blum à Barrès en les ancrant dans un terroir et en évacuant toutes références politiques, pour susciter un sentiment d'appartenance à une même Nation, d'identité nationale chez les Français-es.

Il nous a aussi ramené au « bon temps des colonies » avec le discours de Dakar, nous apprenant - contre les travaux d'éminents ethnologues spécialistes de l'Afrique tel Georges Balandier et beaucoup d'autres, et comme le montre la simple réalité des sites de Méroé, Napata, Axoum ou du Zimbabwe... - que celle-ci n'avait pas d'histoire : C'est « *L'Afrique fantôme* », pour reprendre le titre du magnifique ouvrage (publié en 1934) de Michel Leiris, ethnologue et surréaliste anticolonialiste.

#### La Maison de l'Histoire de France : un outil de propagande digne de la III<sup>e</sup> République

Les rapports Lemoine et Hébert servent d'ossature au projet ; il aurait été plus que pertinent que la préfiguration, de ce qui apparaît désormais comme une « Maison d'Histoire nationale », soit confiée à un collègue d'historien-nes compétent-es (par leurs activités de recherche et d'enseignement) et non à un généalogiste et un énarque. On aurait alors pu échapper à une vision nationaliste et dépassée de l'histoire.

1 Rapports en ligne : <http://www.culture.gouv.fr/mcc/Actualites/A-la-une/La-Maison-de-l-histoire-de-France-s-installera-aux-Archives-Nationales>

2 Sylvie Aprile *et alii*, L'histoire par Nicolas Sarkozy : le rêve passéiste d'un futur national-libéral. [En ligne : <http://cvuh.free.fr/spip.php?article82>]

3 Rapport Lemoine, p. 23.

Ces rapports sont partisans d'une histoire purement événementielle. La critique de l'École *des Annales* y est forte, ce courant étant accusé d'avoir fragilisé l'histoire *en tant que discipline académique*. [...] *Les manuels scolaires sous l'influence des Annales, rompent alors avec le continuum du récit historique, faisant éclater le cadre chronologique pour lui préférer une approche par tableaux thématiques et diachroniques - « l'agriculture à travers les âges », « villes et populations du bas Moyen Age à nos jours, etc. - perdant ainsi toute capacité structurante et globalisante* (Lemoine, p. 18). Pour Hervé Lemoine et Jean-François Hébert, l'histoire doit se résumer à une succession d'évènements chronologiques et de biographies voire d'hagiographies des « grands personnages » faisant fi de l'histoire sociale, économique, des techniques, des genres... Bref, tout ce qui pourrait permettre de développer un esprit critique. La vision de l'histoire - reposant sur la chronologie, la politique et l'individu - proposée dans ces rapports a été critiquée dès 1903 par François Simiand et récusée par la grande majorité de l'école française historique<sup>4</sup>.

A lire ces deux rapport, c'est un retour au XIX<sup>e</sup> siècle qui nous est proposé lorsque Napoléon III ou la III<sup>e</sup> République se servaient de l'histoire et de l'archéologie pour assoir l'idée de Nation. Avec la Maison de l'Histoire de France, c'est à une nouvelle page de cette historiographie digne du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'école méthodique qu'on nous convie. La notion même d'« Histoire de France », nous renvoie aux manuels de la III<sup>e</sup> République ou à nos albums d'enfants. A-t-on oublié l'époque où Fernand Braudel proposait de substituer à une histoire de France nationaliste, un enseignement de la grammaire des civilisations ? L'intégration du musée national des Eyzies-de-Tayac et du musée national de Saint-Germain-en-Laye est-elle réellement fondée ? La préhistoire, la protohistoire, l'Antiquité relèvent-elles réellement d'un cadre national qui ne commence à se construire qu'au cours du Moyen-Age et ne concerne alors que certaines régions du pays actuel ?

### **Réhabiliter « nos ancêtres les Gaulois »**

Hervé Lemoine semble regretter la célèbre formule « nos ancêtres les gaulois » qui *pendant plus d'un siècle a été considérée comme un des ciments de l'unité nationale et se voulait avant tout rassembleuse en signifiant que l'on était près à tout partager, y compris ses ancêtres, au bénéfice d'une communauté de destin* [...] (p. 17). On peut douter que les domien-nes et les Français-es issues de l'immigration se reconnaissent dans cette ascendance. Ils/elles ne sont pas plus intégré-es lorsque dans son rapport, Hébert propose *une exposition dont le thème serait : « Depuis quand la France ? » qui poserait la question de nos origines et examinerait toutes les hypothèses possibles : les premiers peuplements, les Gaulois, le baptême de Clovis, le partage de Verdun, l'élection d'Hugues Capet, la fête de la Fédération* (p. 19). Là encore, toute une partie des Français-es est exclue. On est là dans une histoire nationaliste telle qu'écrite et pratiquée au XIX<sup>e</sup> siècle et au XX<sup>e</sup> siècle pour affirmer de prétendues supériorités raciales et revendiquer des territoires.

Pour répondre à une pseudo-crise *identitaire* du pays, Sarkozy et le Ministère de la Culture ressortent le roman national (bien que s'en défendant) en promouvant *une histoire centrée avant tout sur l'État-nation et les grands-hommes, à la recherche de « l'âme » et des « origines » de la France*<sup>5</sup>. Il s'agit ici de (re)construire le mythe d'une « France éternelle » : c'est de la politique et non pas de l'histoire. D'une France centralisatrice et parisienne aussi, niant les réalités multiples et les spécificités culturelles de certaines régions.

Cette Maison, dans le contexte actuel où les membres du gouvernement et de la majorité recyclent les idées du Front National, et à lire les rapports ne semble clairement pas s'adresser à tou-tes les Français-es : sont exclu-es toutes celles et tous ceux qui ne sont pas né-es en Métropole, toutes celles et tous ceux qui ne peuvent se revendiquer d'avoir comme « ancêtres des Gaulois-es ». C'est un outil de plus pour exhaler cette idée, chère à notre Président, de ce qu'est l'« identité nationale », allant à l'encontre du fait que les personnes vivant sur le territoire français actuel sont toutes issues, au fil des siècles, de mélanges et de brassages culturels. N'en déplaise à certain-es.

4 Isabelle Bakouche, « La 'Maison de l'Histoire de France'. Vers un démantèlement des musées de France », in *Babelon et alii, Quel musée d'histoire pour la France ?*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 63-77.

5 Backouche Isabelle et alii, « La Maison de l'histoire de France est un projet dangereux », *Le Monde.fr*, 12.10.2010

Mais c'est aussi un outil pour recouvrir d'un voile pudique les luttes sociales qui ont opposé à toutes les époques de l'histoire de France les puissants (nobles, bourgeoisie, rois et empereurs) aux paysans, artisans puis employés et ouvriers, dont les intérêts n'ont jamais été les mêmes. Une histoire trompeuse, où n'ont pas leur place les Bagaudes, les paysans normands révoltés du X<sup>ème</sup> siècle, les Vaudois, les Jacques, les Bonnets rouges, papiers-timbrés, tard-avisés et Croquants. Une histoire sans Fronde, sans Camisards, sans bras-nus et sans-culottes, sans Canuts insurgés de 1831, sans révoltés de 1848, sans Communards ni syndicalistes révolutionnaires.

Bref, une histoire aussi qui ne parlerait que des chefs, des personnages célèbres (il suffit de voir les exemples cités), sans s'intéresser à la vie quotidienne, aux difficultés, aux oppressions mais aussi aux luttes de la très grande majorité de la population, à qui il n'a jamais été demandé si elle était d'accord, ni en 496, ni en 843, ni en 987.

Par ailleurs, cette Maison de l'Histoire de France est un nouvel outil de casse du service public de la Culture et de désengagement du Ministère de la Culture et de la Communication de ses établissements.

### **Le démantèlement des musées nationaux et de leurs collections**

Depuis 2007, le Ministère conduit une politique de transformation des musées sous statut en « services à compétence nationale » (SCN). Créés par décrets ces établissements restent directement rattachés au Ministère. Il s'agit à terme de les faire évoluer vers des établissements publics à caractère administratif (EPA) ou des établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), établissements plus autonomes vis-à-vis de l'État et participant de l'objectif de désengagement de l'État de ces établissements et de leur mise en concurrence entre eux. Le caractère scientifique de ces établissements n'est également plus garanti avec la nomination à leur présidence de gestionnaires issus des rangs des hauts-fonctionnaires, comme c'est le cas au château de Fontainebleau avec Jean-François Hébert nommé en septembre 2009.

La Maison de l'Histoire de France va également participer à ce désengagement en étant un EPA à la tête d'un réseau de neuf musées nationaux, trop petits pour être directement transformés en EPA. Seront ainsi englobés dans cette *maison mère* le musée national de Préhistoire des Eyzies de Tayac, le musée des Antiquités nationales du château de Saint Germain-en-Laye, le musée national du Moyen-Age de l'hôtel de Cluny à Paris, le musée national de la Renaissance du château d'Ecouen, le musée national du château de Pau, le musée national du château de Fontainebleau, le musée national de la Malmaison, le musée national du château de Compiègne et le musée des plans-reliefs aux Invalides. Jean-François Hébert affirme que tous ces établissements garderaient la *définition de [leur] politique scientifique et culturelle*. Mais qu'en est-il de leur financement, de la gestion des personnels... auparavant dévolus au Ministère ?

Le musée du Quai Branly, *le dernier-né des musées parisiens*, sert de modèle dans le rapport de Jean-François Hébert (p. 21). Et quel exemple ! Ses collections proviennent du démantèlement de celles du musée de l'Homme, tandis que son personnel est presque totalement externalisé. La Maison de l'Histoire de France n'aura pas de collection propre hormis celle présentée dans sa galerie permanente. Elle s'appuiera donc de fait sur celle de ses musées satellites, sans pour autant les dépouiller nous affirme-t-on dans le rapport Hébert (p. 20). Son auteur s'empresse néanmoins de rappeler qu'*aucune institution n'est propriétaire des collections dont elle a la garde pour le compte de l'État. Mais la richesse de celles confiées aux musées nationaux conjuguée à l'appartenance de leurs directeurs à l'équipe de direction de la maison-mère devrait permettre de trouver des solutions consensuelles aux questions qui se poseront*. L'exemple du musée du Quai Branly dans ce domaine n'apparaît pas comme une référence en matière de consensus.

Qu'en est-il, par ailleurs, de l'avenir de l'actuel Musée de l'Histoire de France, créé en 1867 sous le nom de Musée de paléographie, de diplomatique et de sigillographie des Archives de l'Empire et rattaché aux Archives nationales ?

## **Quel statut pour les personnels de la Maison de l'Histoire de France ?**

Face aux attaques gouvernementales contre la Fonction publique et à la mise en place de la RGPP, on ne peut que s'interroger sur le statut des agents travaillant dans la Maison de l'Histoire de France de même sur son financement. Pour Jean-François Hébert, le Ministère de la Culture en serait naturellement la tutelle mais celle-ci - et son financement - pourrait être interministérielle et élargie à l'Enseignement supérieur, voire à la Défense (p. 21).

Quand au statut des personnels, les velléités du Ministère à externaliser la filière Accueil, surveillance et magasinage laisse présager le pire. Et l'on peut supposer que le Grand Palais et la RMN servent d'exemples avec le recours aux contractuel-les et à la sous-traitance.

## **Un projet que le Ministère et le Président veulent concrétiser coûte que coûte !**

*Dans le contexte de maîtrise des dépenses publiques et d'épuisement des marges de manœuvre budgétaire que nous connaissons, il ne fait pas de doute qu'il faudra une forte volonté politique pour que la Maison de l'Histoire fasse sa place au soleil* (Hébert, p. 21). Nous ne doutons pas de la volonté politique. Nicolas Sarkozy veut sa Maison de l'Histoire de France et que le projet soit sur les rails avant les présidentielles, Le calendrier est fixé : l'établissement public sera créé le 1<sup>er</sup> janvier 2012 ! L'absence de débat et de réflexion scientifique orchestrée par le Ministère va dans ce sens. Le Conseil scientifique composé en partie d'historien-nes a été constitué le 13 janvier 2011 mais se voit par ailleurs déposséder d'une partie de ses prérogatives avec la mise en place d'un « comité opérationnel de pilotage scientifique » chargé d'assister Jean-François Hébert. Ce comité n'est en aucune manière constitué de chercheurs-ses et d'historien-nes. Le débat scientifique - ni même politique - n'a pas eu lieu et il est clos.

Le choix présidentiel d'installer la Maison de l'Histoire de France dans le carré Parisien des archives nationales a entraîné une levée de boucliers des agents des archives nationales - et d'une grande partie du monde de la recherche. En dépit des engagements écrits obtenus le 27 janvier 2011 par les personnels après plus de quatre mois de mobilisation et 134 nuits d'occupation, le projet est maintenu et Isabelle Neuschwander, directrice des Archives nationales, est limogée en février. Agnès Magnien qui lui succède devra *travailler en bonne entente* à l'installation de la Maison de l'Histoire de France et à la normalisation des personnels et de leurs organisations syndicales. Le Ministère ne veut voir qu'une tête et étouffer toute forme de contestation.

**Nous refusons donc une histoire officielle fixée par l'État et dont la justification s'appuie sur un quarteron de scientifiques soit-disant a-politiques à sa botte.**

**Nous refusons une histoire "nationale" niant la réalité des luttes sociales et la complexité de l'histoire.**

**Nous refusons la casse du réseau des musées et des SCN.**

**Non à la Maison de l'Histoire de France,**

**Oui à un vrai projet d'avenir pour conjuguer, dans le respect de leur complexité et de leur enchevêtrement, toutes les facettes de l'histoire populaire de ce pays, en regard de celle l'Europe, c'est bien le moins !**

Le 18 avril 2011

### Guide de lectures :

Aprile Sylvie *et alii*, « L'histoire par Nicolas Sarkozy : le rêve passéiste d'un futur national-libéral », [Enligne : <http://cvuh.free.fr/spip.php?article82>]

Offesntadt Nicolas, *L'histoire bling-bling. Le retour du roman national*, Paris, Stock, 2009.